



- **1 280 000 signatures ;**
- **500 000 manifestants le 9 mars ;**
- **500 000 jeunes mobilisés les 17 et 24 mars ;**
- **1 300 000 manifestants le 31 mars ;**
- **70% des français rejettent ce projet de loi !**

La mobilisation lancée mi-février avec 1 280 000 signatures collectées sur la pétition : « *La loi travail : Non merci* » a été suivie d'une première action unitaire le 9 mars, avec **500 000 participants**. Elle s'est amplifiée les 17 et 24 mars avec des centaines de milliers de jeunes mobilisés. Les violences policières furent la réponse du gouvernement à la jeunesse !

**Le 31 mars, ce sont 1 300 000 manifestants dans 220 villes, plus de 5000 arrêts de travail et des dizaines de lycées, facultés et grandes écoles occupées. Les manifestations étaient dynamiques, pacifiques, colorées pleines de jeunes, de salariés du public et du privé, de privés d'emploi et de retraités.**

Hollande et le gouvernement veulent-ils, après avoir reculé sur la modification constitutionnelle, continuer à nier l'intérêt général en refusant d'entendre la force de la jeunesse et du travail mobilisés ?

Le débat s'ouvre à l'Assemblée, certains se disent prêts à passer en force avec le 49/3. Ont-ils oublié ce que disait F. Mitterrand : « *Au dessus du million de personnes dans la rue, le régime vacille !* » ?

Ce mouvement social porte en même temps le refus d'un mauvais projet, et des propositions crédibles et modernes car répondant aux besoins d'aujourd'hui !

Ceux qui connaissent le projet de loi mesurent que le devenir des générations futures sera terrible avec une « fléxiprécarité » contrainte. Ceux dans l'emploi verront leurs conditions de travail, déjà éprouvantes, devenir inhumaines. Et s'ils contestent, leur patron les licenciera comme il le voudra. Quant aux privés d'emploi leurs rangs grossiront encore !

C'est cette logique qui, depuis 30 ans, a conduit 8 millions de personnes au chômage ou précarisées et les dividendes aux actionnaires à exploser !

**Au cœur du mouvement s'affrontent deux logiques. Celle menant à un grave recul de la société et celle portée par les forces vives du pays mobilisées pour un code du travail du 21<sup>ème</sup> siècle.**

Le PCF mène le débat sur un projet de loi « *De Sécurité d'emploi, de formation et de revenu* » pour éradiquer le chômage et la précarité.

Cette nouvelle logique a une cohérence forte reposant sur trois piliers : Réponse aux demandes sociales (SMIC à 1800 euros, 32 heures, retour de la retraite à 60 ans, le CDI comme contrat unique...), une autre utilisation de l'argent avec un nouveau crédit bancaire et des pouvoirs accrus pour les salariés et les citoyens dans l'entreprise et la cité.

**Oui, il y a des alternatives ! L'austérité avec plus de fric pour quelques-uns, n'est pas une fatalité mais un choix politique !**



*11 mars, Pierre-Bénite la sécurité d'emploi ou de formation en débat*



**LOI TRAVAIL EL-KHOMRI**  
**IL Y A DES ALTERNATIVES**